

L'an deux mille quinze et le douze octobre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 12 OCTOBRE 2015

Date de convocation : 6 octobre 2015

Affiché le : 16 octobre 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 51

Nombre de votants : 61

Nombre d'absents excusés : 2

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Joël BOTREAU – Pauline DREANO - Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : absent excusé Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : pouvoir Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : France MIRTO a donné pouvoir à Guy REY - Nathalie REYNARD a donné pouvoir à Luc REYNARD - Yvette GUIOU a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Franck DUPAS - Karine GUEZ a donné pouvoir à Bruno GANDON - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Julien AUBERT a donné pouvoir à Anne-Marie BARDET - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT - Louis BONNET a donné pouvoir à Gilles VÈVE - Jean-Alain MAZAS a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN.

ABSENTS EXCUSÉS : Christian GONNET - Eric UGHETTO.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine TRAMIER

Délibération n°130-15

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Soutien de la CoVe aux équipements sportifs de proximité : règlement d'intervention

Conseil de Communauté de la CoVe du 12 octobre 2015

Délibération n°130-15

Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier

Objet : Soutien de la CoVe aux équipements sportifs de proximité : règlement d'intervention

Le Conseil de Communauté,

Vu l'article L 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le projet sportif intercommunal 2014-2026 de l'Office Intercommunal du Sport,

Vu l'autorisation de programme votée le 16 février 2015 pour le versement de fonds de concours d'aide aux investissements en matière d'équipements sportifs des communes, à hauteur de 1 200 000 €,

Considérant l'intérêt pour la CoVe d'apporter son soutien financier à des dépenses d'investissement communales de proximité en matière d'équipements sportifs, dans le respect des dispositions de l'article du Code Général des Collectivités Territoriales susvisé,

Vu le projet de règlement d'intervention du soutien de la CoVe au financement des équipements sportifs inter-communaux et communaux de proximité,

Vu l'avis de la commission des finances en date du 30 septembre 2015,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article unique : D'APPROUVER le règlement d'intervention du soutien de la CoVe au financement des équipements sportifs inter-communaux et communaux de proximité, annexé à la présente délibération.

Transmis en Préfecture le : **16 OCT. 2015**

Publication par affichage le :

16 OCT. 2015

Exécutoire le : **16 OCT. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,


Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 16/10/2015

REGLEMENT D'INTERVENTION
Soutien de la CoVe au financement d'équipements sportifs
inter-communaux et communaux de proximité

Article 1 : objectifs

A la demande du Président de la CoVe, l'Office intercommunal du Sport a élaboré un projet sportif intercommunal 2014-2026 en fonction du recensement effectué auprès du mouvement sportif et des structures existantes, avec pour objectif de répondre aux besoins présents et futurs pour favoriser et développer une pratique sportive pour l'ensemble des habitants de la CoVe.

Parmi les besoins du territoire et de la population auxquels il n'avait toujours pas été concrètement répondu, le projet sportif intercommunal de l'OIS fait ressortir les équipements sportifs de proximité.

Le Président de la CoVe a proposé aux maires des 25 communes membres, réunis en Conseil des Maires à Bédoin le 8 décembre 2014, un soutien technique et financier aux investissements des communes pour ces équipements sportifs dans le cadre d'un maillage équilibré du territoire, afin de favoriser un accès simple et facile à tous.

Le Conseil de Communauté a voté le 16 février 2015 pour cela une autorisation de programme de 1 200 000 € sur le mandat.

L'Office Intercommunal du Sport a rencontré l'ensemble des Communes pour collecter les projets, qui ont été présentés et arrêtés sur le principe en Conseils des Maires, les 8 avril 2015 à Vacqueyras et 21 septembre 2015 à Caromb.

L'objet du présent règlement est d'encadrer l'octroi des fonds de concours à destination des communes de la CoVe et ayant pour objet la construction, l'aménagement et la rénovation d'équipements sportifs de proximité.

Il prend effet dès son adoption par le Conseil de Communauté, y compris pour autoriser lors de la même séance le vote de fonds de concours aux communes qui auront répondu à ses conditions.

Article 2 : critères d'éligibilité

2.1 : des projets inter-communaux et communaux

Les projets éligibles au fonds de concours relèvent de l'initiative communale et seront exécutés sous maîtrise d'ouvrage publique.

Deux types de projets pourront faire l'objet de l'aide de la CoVe :

- 1) Les projets « inter-communaux » : équipements sportifs dont l'accès bénéficie aux clubs et usagers de plusieurs communes et/ou dont le financement de l'équipement et/ou de l'entretien est assuré par plusieurs communes.
- 2) Les projets communaux de proximité : équipements sportifs destinés aux seuls habitants de la commune et répondant aux besoins de proximité recensés par l'Office Intercommunal du Sport sur cette commune pour les scolaires ou la pratique libre.

2.2 : une validation par l'Office Intercommunal du Sport

Les projets détaillés font l'objet d'une présentation préalable à l'Office Intercommunal du Sport, qui en examine :

- La cohérence par rapport au projet sportif intercommunal
- En particulier, la correspondance aux besoins existants et à venir (pratiques sportives, clubs, accès aux différents publics de sportifs, d'habitants en pratique libre et de scolaires).
- La conformité du projet aux normes techniques et sportives.
- L'affectation des dépenses à titre principal pour l'espace de jeu : les vestiaires et sanitaires, locaux techniques, administratifs et buvettes, clôtures ne peuvent être qu'accessoires ; les extérieurs comme les parkings sont exclus du champ du soutien intercommunal.

A l'issue de cet examen, l'Office Intercommunal du Sport délivre un courrier de validation au porteur de projet, qui sera tenu comme un avis conforme dans le cadre de l'instruction de la demande par la CoVe (article 4).

2.3 : une gestion communale de l'équipement

La Commune maître d'ouvrage et propriétaire de l'équipement en assurera l'entretien et le fonctionnement, car elle est la meilleure garante de réactivité et d'efficacité, ainsi que la gestion avec les autres communes partie prenantes, au travers d'une convention réglant les modalités de partage et de participation de chacun.

Elle est garante de l'ouverture et de l'utilisation, notamment quant à l'attribution des créneaux horaires, en conformité avec le projet présenté. Elle gère cette organisation elle-même ou la délègue avec les mêmes conditions à tout organisme de son choix ; l'Office Intercommunal du Sport se propose de l'assister dans la gestion de l'usage sportif.

2.4 : communication

L'attribution et le versement du fonds de concours de la CoVe seront conditionnés à la mise en œuvre d'une communication concertée entre la CoVe et la ou les Communes, dont les termes seront détaillés dans la délibération d'attribution.

Article 3 : financement

3.1 : cadre légal des fonds de concours

L'article L.5216-5 VI du code général des collectivités territoriales prévoit qu' « afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours. »

Ainsi, trois conditions cumulatives doivent être remplies pour que le versement d'un fonds de concours soit autorisé par la loi :

- Avoir pour objet de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement ;
- Prendre des délibérations concordantes adoptées à la majorité simple du Conseil de Communauté et du ou des Conseils municipaux des communes concernées ;
- Ne pas excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire.

3.2 : dispositions réglementaires particulières au fonds de concours équipements sportifs inter-communaux et communaux de proximité

Le fonds de concours devant profiter au plus grand nombre d'habitants et de pratiquants sportifs de tout le territoire, la répartition équitable et conforme au projet sportif de l'OIS de son enveloppe totale de 1 200 000 € nécessite des dispositions spéciales :

Type d'équipement	Montant maximum de dépense HT subventionnable	Taux maximum du fonds de concours	Montant maximum du fonds de concours
Inter-communal	750 000 € HT	40 %	300 000 €
Communal de proximité	50 000 € HT	40%	20 000 €

3.3 : dépenses éligibles

Sont comptabilisés au titre des dépenses éligibles les coûts d'investissement qui comprennent :

- Le coût des travaux (effectués en régie ou par des associations ou des entreprises titulaires de marchés publics) ;
- Le coût de la maîtrise d'œuvre ;
- Le coût des missions de contrôle et de coordination SPS.

Ne sont pas prises en compte le coût des études de faisabilité et de programmation, du foncier et de son éventuelle dépollution, les frais de portage financier et d'assurance.

De même, dans la mesure où les opérations d'investissement, portant sur la création, l'aménagement ou la rénovation d'équipements sportifs, donnent droit au fonds de compensation de la TVA : le montant du fonds de concours sera donc calculé sur la dépense hors taxe.

Article 4 : procédure

4.1 : éléments à produire par les demandeurs

Les demandeurs devront présenter à la CoVe un dossier constitué des pièces suivantes :

- Une lettre de demande du Maire de la Commune adressé au Président de la CoVe, le cas échéant accompagné d'une délibération du Conseil municipal ;
- Un descriptif détaillé du projet (dimensions, implantation, nature des activités, démarche environnementale, impact attendu en termes de proximité et d'accès aux usagers, mode de gestion du fonctionnement et des utilisations,...) ;
- Un planning prévisionnel de réalisation (études, gros œuvre, chantier, réception, ouverture)
- Un plan de financement prévisionnel du projet, faisant apparaître le coût hors taxe de l'opération, le montant éligible et le montant des aides demandées à la CoVe et aux autres partenaires éventuels ;
- Le courrier d'avis de l'Office Intercommunal du Sport.

4.2 : modalités d'instruction des demandes

Chaque projet fera l'objet d'une analyse financière et administrative par les services de la CoVe ; pour l'analyse technique et sportive, la CoVe suivra l'avis conforme de l'Office Intercommunal du Sport.

Les projets reconnus éligibles seront présentés au vote du Conseil de Communauté, dans la limite des crédits budgétaires ouverts dans le cadre de l'autorisation de programme.

4.3 : modalités de versement du fonds de concours

Le versement du fonds de concours ne pourra intervenir qu'après délibérations concordantes de la Commune bénéficiaire et de la CoVe.

Il interviendra en deux étapes et sur appel de fonds du bénéficiaire :

- Un premier versement de 50 % du fonds de concours sera versé sur la base du budget prévisionnel validé et sur production de l'ordre de service de démarrage des travaux ;
- Le versement du solde du fonds de concours (soit les 50 % restants au maximum) sera effectué sur présentation du certificat d'achèvement des travaux, du décompte général définitif des dépenses et des recettes, ainsi que des justificatifs attestant des dépenses.

Dans l'hypothèse où le coût final du projet serait inférieur au coût prévisionnel, la participation financière de la CoVe sera revue à la baisse en fonction du coût réel des travaux éligibles hors taxe et sur le fondement des règles fixées à l'article 3.2.